mardi 2 mars 1976

> No 439 1,50 F

75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source

Commission paritaire No 47 291

répression antisyndicale,

Montée des luttes

Face à une montée des luttes de la classe ouvrière sans précédent depuis ces derniers mois, nous assistons à une répression accrue de la part de la bourgeoisie : les multiples interventions des flics pour expulser les grévistes, les actions de commandos pour forcer les piquets de grève, les nombreuses brimades, mutations, sanctions, l'augmentation des licenciements pour fait de grève, le nombre des actions judiciaires fondées sur le nonrespect des libertés syndicales sont devenus spectaculaires ; un exemple actuel édifiant parmi beaucoup d'autres : la demande de licenciement de 27 militants et délégués faite par Rhône-Poulenc à La Voulte.

C'est là une véritable atteinte à un des droits les plus fondamentaux de la classe ouvrière et acquis par nos luttes, le droit de grève.

Avec l'accroissement de ces licenciement, ce que vise la bourgeoisie, c'est le démantèlement de sections syndicales combatives, c'est aussi porter atteinte à un droit fondamental de la classe ouvrière, celui de s'organiser, de s'exprimer, de revendiquer.

Le fait nouveau qu'il faut remarquer dans ces attaques contre la classe ouvrière, et qui montre la volonté de réprimer de la bourgeoisie, et elle sait s'en donner les moyens, c'est l'aide accrue du ministre du Travail au patronat : si un licenciement demandé par le patron est refusé par l'inspecteur du travail, celui-ci fait un recours hiérarchique : jusque là en moyenne il y avait un ou deux cas d'annulations ministérielles par an ; depuis août 75 on compte 12 cas d'annulation. Il est vrai que Durafour a fortement conseillé aux inspecteurs du travail de sanctionner toute forme de violence...

La crise capitaliste se généralise et la bourgeoisie essaie de s'en tirer à sa manière : face à la crise économique c'est la surexploitation de la classe ouvrière, face aux volontés de vivre et de revendiquer, c'est la répression.

Voyons les choses clairement. Les contradictions s'aiguisent entre la bourgeoisie et le prolétariat et à chaque lutte menée par celui-ci on lui oppose les violences de la répression.

Mais les luttes déjà engagées tracent la voie : ce sont les ouvriers de Rhône-Poulenc Textile de Arras qui, les portes fermées, les lances-incendie ouvertes à grande eau, s'opposent à l'entrée en force d'un commando de non-grévistes dans l'usine, ce sont les travailleurs de Saint-Fréres à Flixecourt qui sont en grève pour la réintégration de leur camarade licencié, c'est la solidarité de classe qui s'organise dés qu'un camarade de travail est touché par une mise à pied ou un licenciement.

Dans toute lutte engagée sur les revendications immédiates, nous devons exiger du patron, avant la reprise du travail, qu'aucune sanction ne sera prise pour fait de grève. Nous devons aussi lier les revendications entre elles car la bourgeoisie en réprimant cherche à faire dévier les luttes sur le terrain de l'action juridique avec des procédures qui lui sont favorables et font oublier aux travailleurs leurs revendications premières.

Dans tous les cas, et le flot grandissant des luttes menées actuellemnt commence à le montrer, la classe puvrière ne saurait vaincre en baissant les bras, elle ne saurait vaincre en écoutant ces bonzes révisionnistes qui préchent à tout bout de champ le «calme et la digni-

A la violence réactionnaire du patronat opposons la violence révolutionnaire de la classe ouvrière ! •

Samedi à Paris

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

LA MANIFESTATION **DES TRAVAILLEURS ALGERIENS INTERDITE**

Voir article p. 3

Sahara Occidental **Proclamation** de la République Arabe Sahraouie Démocratique

création du nouvel État sahraoul a été proclamée en présence de l'État-Major du mation a été lue en arabe,

C'est à minuit exacte- Front POLISARIO, de son ment, dans la nuit de vendre- secrétaire général, M. El di à samedi, à l'intérieur du Ouali, de notables sahraouis, Sahara Occidental, que la d'un groupe de journalistes étrangers et de quelques milliers d'habitants. La proclaà la lumière des phares des Land-rovers qui avaient amené les journalistes. Elle a été saluée des cris de joie des femmes et de rafales de fusils

Tous les journalistes présents ont été frappés de l'aspect physique et vestimenpar les privations de cette foule de réfugiés dont, pourtant, les visages rayonnaient de joie. Un peloton de jeunes combattants armés de vieux fusils a ensuite salué la levée du drapeau sahraoui.

Cet événement modifie

et notamment ceux deux impérialismes

Si, jusqu'à maintenant, un seul État africain, Madagascar, a reconnu le nouvel Etat, un vote indicatif est déjà intervenu à la conférence ministérielle de l'OUA, sur la question de la reconnaissance du Front POLISA-RIO comme mouvement de libération. 20 pays ont voté pour son admission au sein de l'OUA, 9 se sont prononcés contre alors que 18 autres hésitant encore sur la conduite à adopter se sont abstenus et n'ont pas pris part au vote, pendant que le Maroc et la Mauritanie menaçaient de se retirer de l'OUA au cas où le F. POLI-SARIO y serait représen-

taire cruellement marque

considérablement les données de la situation politique au Sahara Occidental qui éveille bien des intérêts

URSS Grève de la faim de 80 détenus politique

Environ 80 prisonniers politiques soviétiques font une greve de la faim pendant la durée du 25e Congrès du PCUS pour obtenir «la fin des poursuites contre les dissidents, l'amélioration de leur régime alimentaire, et l'arrêt des répressions psychiatriques». Leur déclaration a été communiquée à la presse étrangère par des amis des dète-

Elle est signée de 32 grévistes de la faim de la prison de Vladimir, à 180 km de Moscou. Une cinquantaine d'autres détenus font également la gréve de la faim dans les camps de l'Oural, de Moldavie et de Sibérie.

Ces derniers demandent particulièrement «la fin de leurs conditions inhumaines de détention.»

Les détenus de Vladimir revendiquent vigoureusement l'amélioration de leur alimentation : dans les cas de sejour en cachot, celle-ci ne comporte que 1 300 calories par jour. Tous soulignent que leur situation a «empiré» ces dernières années.

SMG (Clermont-Ferrand)

Grève des ouvriers à 100%

communistes marxistes-léninistes de l'usine dont 2 ont été exclus de la CGT, ménent un travail important d'explication et de mobilisation, tandis que la direction PCF de la section CGT freine par lutter des travailleurs.

La diffusion par les marxistes-léninistes de photocopies d'une lettre d'un client de l'usine Sicli a montré clairement à tous les travailleurs que la direction les menait en bateau avec ses histoires de baisse d'activités, reprises d'ailleurs par le dirigeant PCF et CGT qui, non seulement avait connaissance de cette lettre depuis longtemps sans rien en dire, mais en plus arrachait les photocopies affichées par nos camarades.

Le jeudi 26 février, pendant que les délégués vont voir la direction, les travailleurs débrayent à 100 %. Le patron refuse toutes les revendications : réembauche d'ouvriers non repris à la fin de leur service militaire ; 300 F d'augmentation pour

Depuis longtemps les tous ; suppression de la prime de productivité avec intégration au salaire ; échelle mobile des salaires (placée par les révisionnisus); amélioration des conditions de travail, etc.

Les travailleurs de l'équitous les moyens l'envie de pe du matin attendent les travailleurs de celle du soir pour faire une assemblée gé nérale des deux équipes.

> D'entrée le dirigeant révisionniste, Cellier, propose un vote à bulletin secret pour décider du mode de grève. Les marxistesléninistes et la majorité des ouvriers sont contre ce procédé démobilisateur et démocratiquement la grève est décidée reconductible tous les jours en assemblée générale souveraine, à 80 %.

> Le dirigeant révisionniste, voyant que 80 % des ouvriers ne le suivaient pas, est resté 5 minutes à haranguer les travailleurs en disant : «Est-ce que tout le monde est bien venu ?», ou bien «Laissez passer ceux qui veulent venir» laissant entendre crapuleusement qu'ils étaient

le monde en marche

Manifestations

Des soulevements populaires se poursuivent à travers toutes les villes de Palestine occupée. A Toulkarm, viennent de se dérouler de violentes manifestations en tête desquelles flottaient le drapeau palestinien et où fusaient les mots d'ordre de soutien à l'OLP.

Les autorités d'occupation militaires continuent à arrêter lycéens et étudiants dans les écoles où ils pénètrent de force. Un grand nombre d'étudiants sont ainsi arrêtés et emprisonnés. D'autres sont condamnés à verser de très lourdes amendes qu'ils sont dans l'impossibilité de payer.

La plupart des écoles sont encerclées par des blindés et des unités militaires sionistes.

A Jéricho, à l'école secondaire où elles sont entrées de force, les forces d'occupation sionistes ont été reçues par des jets de pierre lancées par les étudiants. Il y a eu de nombreux blessés de part et d'autre.

Ces manifestations ont fait suite à des attaques de l'aviation militaire ennemie il y a quelques jours dans les villages de Hiawara et Burga, à la suite d'une opération de fedayin, plusieurs soldats emmenés ont été

Dans un message diffusé sur ses ondes, Radio-Palestine a salué tout le peuple palestinien qui lutte courageusement contre l'occupation militaire en Palestine occupée. Le message a salué particulièrement la dernière manifestation de paysans, ouvriers et étudiants qui a fait face avec courage, à la répression féroce des autorités sionistes dans la plupart des villes occupées et à Jérusalem.

D'après l'Agence de presse palestinienne



L'URSS «allié naturel»... d'Israel

Le journaliste soviétique Victor Louis, proche des milieux gouvernementaux d'URSS, a déclaré samedi au cours d'une interview à la radio israélienne, que «l'URSS désire qu'Israel-suit un pays indépendant avec lequel elle puisse établir des liens de réelle amitie»

Il a en outre lourdement souligné la «modération» du discours de Breinev au 25è Congrès du PCUS, sur la question du Proche-Orient, affirmant : «Le secrétaire général du PC soviétique a clairement indiqué que l'URSS n'a rien contre Israel, bien qu'elle estime nécessaire la création d'un Etat palestinien distinct d'Israël».

Le journaliste soviétique a enfin tenu à faire remarquer à ses auditeurs sionistes tout réjouis, que «le Parti communiste israélien, représenté à la Knesseth (parlement) avait envoyé une importante délégation au 25è Congrès, bien que l'URSS et israël n'entretiennent pas de relations diplomatiques, alors que des pays arabes, soi-disant amis de l'URSS, ont mis hors la loi le Parti communiste chez eux...»

Ils ont, manifestement, d'excellentes raisons pour cela!

POLOGNE: en Palestine occupée LE CAPITALISME RESTAURÉ

Suite à nos récents articles sur la Pologne, deux lecteurs de l'Humanité rouge que leur travail professionnel conduit à effectuer de brefs mais fréquents séjours en Pologne nous ont fait parvenir le témoignage suivant. Il prouve éloquemment la restauration du capitalisme dans ce pays où une minorité de privilégiés s'engraisse aux dépens de la classe ouvrière et du peuple de Pologne.

Nous avons une petite expérience pratique de la Pologne à la suite de nombreux voyages techniques, voyages généralement courts en durée (8 à 15 jours maximum).

Durant ces voyages, nous sommes placés dans des conditions qui ne nous permettent pas de connaître en profondeur la nature du système polonais. En effet nous disposons de moyens financiers sans rapport avec le salaire moyen des couches populaires d'une part et d'autre part les personnes que l'on rencontre sont des cadres techniques ou financiers.

Pour prendre des exemples, nous disposons de 1 500 złotys par jour alors que le salaire moyen des ouvriers et employés est de l'ordre de 3 000 à 3 500 zlotys par mois. Notons que les étrangers comme nous, à Varsovie, paient une chambre confortable entre 750 et 1 100 zlotys par jour, avec les services nécessaires à notre travail, tels que teléphone, telex, photocopies, etc. Ajoutons enfin que les possibilités de discussion avec les gens se heurtent à l'obstacle de la langue, les discussions d'affaires ayant lieu en anglais. Ceci dit, quelques points sont tout de même remarquables et caractéristiques de la nature d'une so-

L'existence tolérée d'un change de monnaie parallèle

Un franc vaut officiellement 7 zlotys, mais à la sortie de l'aéroport, ou dans la rue, on vous propose de changer au taux d'un franc pour 20 zlotys.

Avec ces devises, que font les Polonais? Ils achétent dans des boutiques spéciales, où on ne peut payer qu'en devises, des alcools (cognac, whisky), des cigarettes (américaines) des pull-overs, etc.

On ne leur demande pas d'où proviennent les devises, ce qui semble donc indiquer que le trafic est toléré.

Autre utilisation des devises : l'achat d'une voiture. même d'une Fiat Polski, que vous avez en 2 mois si vous la payez en dollars (2 000 dollars pour le modèle 125) ou en 2 ans si vous la payez en zlotys.

L'existence tolérée d'une prostitution

Dans les hôtels internationaux et les night-clubs fréquentés par les étrangers et les Polonais argentés, de jeunes femmes vous proposent en anglais, italien, allemand ou français leurs charmes pour 50 dollars. En plus de ces professionnelles légales, existe un certain nombre d'amatrices qui essaient de se faire offrir, outre un bon repas, des cadeaux divers tels que whisky ou parfums français.

S'il n'y a pas de prostitution-racolage sur les trottoirs comme chez nous, la prostitution existe pourtant bel et bien.

L'existence d'une minorité vivant luxueusement

Cette minorité se remarque aux très luxueuses voitures étrangéres dans lesquelles elle se déplace, dans la fréquentation des restaurants chers. Rappelons qu'un menu cher (avec viande et vodka) à Varsovie coûte de l'ordre de 300 zlotys (le 1/10 du salaire moyen des ouvriers).

La présence de forces de police

Les Polonais ont un passeport intérieur qu'ils sont tenus de présenter à tout contrôle de la Milicja. Il y a souvent de fréquentes patrouilles de policiers avec chien dans les rues de Varsovie le soir et au mois de décembre 1975, lors du Congrès du Parti à Varsovie, 25 000 hommes étaient venus en renfort qui, paraît-il, y sont restés depuis.

L'existence de la corruption

Ce n'est pas l'apanage des pays capitalistes tels que la presse l'a révélé avec l'affaire Dassault ou Lockheed Les dessous de table, en devises évidemment, sont une chose qui se pratique pour l'obtention de marchés importants. Nous sommes formels sur ce point-là.

D'une manière générale, la pénétration de l'idéologie capitaliste se sent partout. L'argent est au poste de commandement et la musique anglo-saxonne regne en maîtresse dans tous les clubs.

Dernier point : Les Soviétiques ne sont pas particulièrement aimés!

Une des histoires humoristiques entendues prétend que, contrairement à ce qu'on croit, le «pipe-line de l'Amitié» de pétrole brut ne coule pas dans le sens URSS-Pologne mais dans l'autre sens. Allusion très nette au pillage économique dont est victime la Pologne qui fait, entre autres, que dans ce pays producteur excédentaire de viande, il arrive que l'on manque de ladite viande à Varsovie certains mois, hormis dans les hôtels internationaux.

Deux lecteurs d'HR.

tué la semaine dernière un bombardement dans la province de Siemreap

CAMBODGE :

(nord-ouest du Cambodge), tuant quinze personnes et en blessant une trentaine d'autres, a déclaré le ministre cambodgien de l'Information à Radio Phnom Trois appareils américains dont un

BOMBARDEMENTS AMÉRICAINS A SIEMREAP Les impérialistes américains ont effec-

F 111, ont bombardé à deux reprises Siemreap le même jour avant de repartir en direction de la Thailande.

Qualifiant cet acte «d'agression insolente qui défie les lois internationales», le communiqué cambodgien se termine par un rappel de l'échec honteux qu'ont connu les USA après une guerrre de cinq ans contre le peuple cambodgien.

Un meeting s'est tenu samedi à Phnom Penh, rassemblant 10 000 Cambodgiens représentant l'armée et les masses populaires pour protester contre cette inqualifiable agression.

非非非常

BELGIOUE:

CONDAMNATIONS AU PROCES DU PARISIEN LIBÉRÉ

Le tribunal correctionnel de Nivelles, en Belgique, a condamné vendredi à des peines de prison variant entre 1 et 6 mois, assorties d'un sursis de 5 ans, sept militants syndicaux belges et un prêtre. Ces derniers avaient tenté d'empêcher, dans la nuit du 30 au 31 mai dernier, l'impression d'une partie du «Parisien libéré» aux établissements Havaux à Nivelles, par solidarité avec les ouvriers français de l'imprimerie en grève.

Les condamnés ont décidé de faire appel pour faire reconnaître le caractère politique de leur action.

RHODESIE: MASSACRE DE VILLAGEOIS

Tous les habitants d'un petit village africain de la région montagneuse de Mavuradonha, dans le nord de la Rhodésie, ont été massacrés par les troupes rhodésiennes vient d'annoncer vendredi le quotidien britannique «Daily Mirror».

Ce journal publie le témoignage d'un soldat rhodésien affirmant avoir participé au massacre de soixante villageois.

Sous prétexte «d'appréhender un groupe de terroristes venus du Mozambique», les forces rhodésiennes ont encerclé le village avant d'ouvrir le feu au mortier sur ses habitants, y compris les vieillards et les bébés. Les survivants ont ensuite éte achevés un à un.

Les crimes semblables accomplis par les colonialistes portugais au Mozambique ont été le présage de leur fin.

Essor des luttes ouvrières **Espagne:**

La vague des grèves continue d'enfler en Espagne, touchant maintenant le Pays basque où 6 000 ouvriers des hauts fourneaux de Biscaye ont cessé le travail vendredi pour imposer leurs revendications salariales. Près de 300 000 grévistes sont donc actuellement officiellement recensés à travers tout le pays.

La grêve des 50 000 camioneurs en est maintenant à son sixième jour

Dans les Asturies les mineurs continuent leur mouvement et ont recu l'appui de feurs camarades européens qui protestent contre les livraisons de charbon venant tant des pays de l'Est (Poloque notamment) que des États-Unis pour affaiblir leur

Dans le bâtiment, le mouvement prend désormais une extension nationale. Trente mille professeurs sont également en grève. De grandes entreprises comme Michelin et Renault sont aussi touchées.

Toute la semaine de gran-

des manifestations, rassemblant plus de 30 000 personnes, se sont déroulées à Salomanque, Pampelune. Elda, Malagua, etc., les revendications portent sur une augmentation générale des salaires et la réintégration de tous les ouvriers licenciés depuis 1969.

Pendant ce temps, à Moscou où elle réside, Dolorès Ibarruri, leader du parti révisionniste espagnol, se faisait le chantre de la «concorde» et de la «réconciliation» nationales !

POLYNESIE:

GREVE DE L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE

L'Assemblée territoriale de la Polynésie «française» qui devait tenir jeudi une session extraordinaire à la requête du gouverneur du territoire n'a pu siéger. Lorsque les élus de la majorité s'y sont présentés, ils ont trouvé porte close, le président de l'Assemblée, en accord avec les autonomistes, ayant refusé de convoquer les conseillers. Du fait de cette «grève» le fonctionnement de l'Assemblée territoriale n'est plus assuré depuis le 19 novembre dernier. Elle a pour objet de contraindre le gouvernement français «à renoncer à des intentions contraires à l'avenir de la Polynésie»

nouvelles intérieures

Paris

LE GOUVERNEMENT INTERDIT LA PROTESTATION CONTRE LES ATTENTATS ANTIALGERIENS

La manifestation convoquée par l'Amicale des Algériens en Europe pour samedi après-midi en signe de protestation contre la multiplication des attentats antialgériens en France n'a pu se dérouler comme prévu en raison des mesures répressives brutales prises à son encontre par le gouvernement.

Renouant avec les plus pures traditions de la répression colonialiste du passé, ce dernier avait en effet déployé un très important appareil policier, qui bloquait les accès du Consulat général d'Algérie situé dans la rue d'Argentine.

Des dizaines de cars bondés de travailleurs immigrés algériens arrivaient sur les lieux pour se voir signifier aussitôt l'ordre de circuler sans laisser descendre leurs occupants et cela sans la moindre justification. A la sortie du métro, des agents bloquaient tous les passants selon leur «facies basané» et leur déclaraient que la manifestation n'avait pas lieu, les contraignant à rebrousser chemin.

Ces faits appellent plusieurs considérations.

- Le gouvernement francais, par son attitude, confirme, s'il en était encore besoin, qu'il agit comme un complice actif des exactions, des attentats, des crimes commis contre l'Algérie et ses ressortissants. Au lieu de reconnaître la légitimité de la protestation des Algériens contre les très graves atteintes portées à leurs immeubles officiels, qui devraient bénéficier de la protection due à tout local relevant de l'immunité diplomatique, l'État français la rejette brutalement en l'empechant par la force de s'exprimer. C'est là un encouragement concret aux agissements criminels des bandes fascistes et racistes, qui bénéficient de la position officielle ainsi

Cependant c'est avec une curieuse complaisance que les forces de police, aux ordres du gouvernement, ont frayé passage à cinq ou six «zélus», enrubannés de tricolore, en tête desquels marchait le vieux révisionniste Raymond Guyot, jusqu'au Consulat, interdisant à toute autre délégation d'approcher.

Notre directeur politique en personne fut quant à lui refoulé, alors qu'au nom de notre journal il entendait exprimer notre solidarité internationale aux représentants officiels du peuple algérien.

Comment expliquer par ailleurs que l'appel lancé par la CGT et la CFDT à la solidarité des travailleurs français n'ait été suivi d'aucun effet ? Les dirigeants de la CGT n'auraient-ils pas été prévenus des le matin par la police? Toujours est-il qu'il n'y avait aucune délégation de base ni du faux Parti communiste français, ni du Parti socialiste dont le premier dirigeant vient pourtant d'être reçu en grandes pompes à Alger (1), ni de

Les seuls Français présents, en dehors de rares isolés, étaient des militants marxistes-léninistes, parmi lesquels plusieurs responsables syndicalistes CFDT, qui avaient répondu à l'appel des représentants algériens, repris dans les colonnes de notre quotidien.

Enfin nous trahirions la vérité si nous ne soulignions la vive colère de l'immense majorité des ouvriers algériens qui avaient réussi à approcher à une centaine de mêtres des deux côtés de la rue d'Argentine. Colère certés d'abord contre le gouvernement français et contre

les attentats fascistes dont il couvre les méfaits, mais aussi mécontentement évident et quelquefois bruyamment exprime envers les injonctions des responsables algériens qui les invitaient à renoncer à la manifestation. C'était effectivement révoltant que les forces aux ordres du pouvoir empêchent cette manifestation annoncée largement à l'avance, située dans une rue où nul embarras de l'ordre public ne pouvait être invoqué (argument fallacieux fréquent avancé par la police) ; l'interdiction dans ces conditions ne pouvait que traduire une volonté politique sans ambiguité.

Au demeurant, dans les circonstances de cette manifestation avortée, on peut se demander si les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT n'ont pas été de mauvais conseilleurs, et s'ils n'ont pas fui leur responsabilité après avoir fait des promesses à ceux qu'ils ont incités à se lancer en avant. Il ne faut jamais oublier que les dirigeants révisionnistes sont en relation constante avec la police.

Les marxistes-léninistes, quant à eux, sont disposés à soutenir toutes les actions de leurs frères de classe, les travailleurs immigrés algériens (et des autres nationalités) dans les usines et dans les syndicats où ils ont une influence décisive. Ils poursuivront ainsi leur actif soutien aussi bien contre les crimes antialgériens que pour les légitimes revendications comme colles des grévistes des foyers SONACO-TRA

Au conseil municipal de Fougères INTERVENTION **DES TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE**

Le Conseil municipal de Fougères qui devait traiter samedi du problème de la chaussure, a été interrompu par l'intervention de nombreux travailleurs de la chaussure venus y assister.

Cinq cents travailleurs de la profession environ, dont la plupart appartenait à l'entreprise Réhault actuellement occupée, s'étaient en effet rassemblés dans la mairie, pour assister au Conseil municipal. La salle des mariages de l'Hôtel de ville, où se tenait la réunion, ne peut contenir que 160 personnes.

C'est dans les escaliers qui y conduisent que s'entassaient tous ceux qui n'avaient pu y pénétrer.

Les travailleurs sont intervenus dès le début pour demander la dénonciation par le Conseil «des fausses promesses» de l'État à la table ronde de mercredi dernier. et la création «de 1 000 em-

plois immédiatement ou la démission du maire».

Pendant une heure trente, ils ont couvert la voix du maire, scandant «démission, démission». La séance a été suspendue sans qu'aucun point de l'ordre du jour n'ait pu être abordé. L'Internationale a ensuite été chantée dans la sallle du conseil, puis les travailleurs de chez Réhault ont regagné leur usine et continué l'occupation.

Aggravation considérable de la répression patronale

C'est sur le thème de la répression antisyndicale que la CFDT a tenu, jeudi 26 février à Paris, une conférence de presse, et plus précisément sur les licenciements de délégués syndicaux par les ministres du Travail et de l'Agriculture contre l'avis des C.E. et inspecteurs du travail.

Les statistiques données par la CFDT démontrent que l'augmentation des licenciements et des actions judiciaires fondées sur le respect des libertés syndicales est spectaculaire.

Bilan de la CNAS (Caisse de grève CFDT créée en 67) : 1974:80 dossiers pour

71 licenciements: 1975:95 dossiers pour

91 licenciements (plus 28%). Cette statistique est inférieure au nombre réel de dossiers car elle ne concerne que ceux pris en charge par la CNAS, mais pas

ceux qui sont licenciés pour

motif soi-disant economique. Bilan des actions judiciaires introduites pour la défense du droit syndical par les syndicats CFDT:

1974: 294 dossiers: 1975 : 359 dossiers (phis 22 %).

Le patronat poursuit son entreprise d'attaque des militants CFDT, visant le démantélement des sections syndicales : Rhône-Poulenc à La Voulte demande le licenciement de 27 militants et délégués. St-Frères à Flixecourt demande le licenciement de Torquée, délégué et membre du Conseil fédéral Hacuitex, ainsi que 3 autres militants (2 CFDT et 1 CGT).

Les travailleurs de St-Frères ripostent par la grève pour la réintégration des licenciés, la direction de Rhône-Poulenc recule pour l'instant devant l'action des tra-

Les demandes de licenment de délégués sont acceptées par l'inspection du Travail dans 2 cas sur 3 (statistique ministérielle pour 74) et dans 80 % des cas quand c'est pour «motif économique».

Si l'employeur n'obtient pas satisfaction de la part de l'inspecteur du travail, il peut former un recours hiérarchique auprès du ministre. Jusqu'à une date récente. ces recours étaient rejetés dans la quasi totalité des cas (sauf 1 ou 2 par an en moyenne). Le fait nouveau, c'est l'augmentation en flèche de ces décisions d'annulation: 12 depuis août 1975 (9 par le ministre du Travail, 3 par le ministre de l'Agriculture), dont 11 donnent satisfaction au patronat. Dans la plupart des cas l'origine des demandes de licenciement sont des faits de grève.

Dans la plupart des cas aussi des actions de masse sont engagées pour la réintégration des licenciés.

L'intervention de Plissonnier au 25è congrès du PCUS UNE COMEDIE D'INDEPENDANCE

Au cours de la 5è journée du 25è Congrès du PCUS,

Gaston Plissonnier est venu défendre, à la place de Mai chais jouant les offensés à Paris, «le socialisme aux couleurs de la France» et l'abandon explicite de la dictature du prolétariat. Ce dernier point ne pouvait quêre émouvoir vraiment son auditoire qui en a fait autant depuis longtemps.

L'objectif de cette ma nœuvre est simple. L'image de l'URSS est tellement déconsidérée aux yeux des classes ouvrières et des peuples des pays ouest-européens que les révisionnistes qui ambitionnent de se hisser au pouvoir de l'État bourgeois sont contraints de faire semblant de prendre leur distance par rapport à elle et de jouer les esprits fronen éprouve quelque humeur. constater que, pour que ses valets lui livrent leur pays, ils doivent préalablement mener discrétement campagne contre elle.

Mais si on y regarde de prés, les contradictions engendrées par cette situation sont bien légéres. En jouant

On conçoir que l'URSS son numéro de parti independant, Plissonnier n'a Il est vexant pour elle de d'ailleurs pas trop forcé la dose. Il a tenu à souligner que «l'indépendance de jugement et d'action» de son parti ne le détournait pas de «ses devoirs internationalis-

> Plagiant un quotidien italien commentant l'intervention de Berlinguer, on peut

dire de ces deux compères «un brin d'indépendance, illusoire, pour mieux contribuer - en trompant les gens - à la cause commune, unique du révisionnisme. Mais la substance ne change pas. Ces partis restent ce qu'ils sont : des sections orthodoxes même s'il s'agit des plus souples et des plus habiles. de ce courant international qu'est le révisionnisme moderne dirigé par Moscou» !





CEPEM (Orléans)

3é SEMAINE DE

Les travailleurs de la CE-PEM entrent résolument dans leur 3è semaine de grève. Les délégués signifient à la direction le retus des miettes que celle-ci propose : 1/2 % d'augmentation sur la prime, pour les travailleurs dont le contrat arrive à échéance fin mars embauche définitive, 3 % d'augmentation de salaire au 1er avril avec un plancher minimum de 60 F.

L'assemblée générale du 25 février a repoussé ces aumônes et réaffirmé leur détermination de lutter jusqu'à satisfaction de leurs revendications : embauche définitive des travailleurs sous contrat (temporaires). 150 F uniformes pour tous, 13è mois, abaissement des cadences

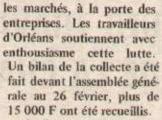
Le 26/2 au matin devant le refus des grévistes, la direction fait passer le plan-

cher minimum de l'auementation à 75 F mais menace de retirer toutes ses propositions si lundi le travail n'a pas repris.

- Les travailleurs de la CEPEM se donnent les movens de vaincre. Ils tiennent des piquets de grève combatifs, la poignée de ceux qui depuis le début rentrent n'est autorisée à rentrer que 4 minutes avant l'heure de pointage (certains arrivent deux heures avant). Ils rentrent la tête basse, sous les applaudissements et les chansons (le travail c'est la santé patron). merci Certains d'entre eux découpent les grillages ou passent à quatre pattes sous les grilles pour éviter le piquet de grève.

 Ils ont organisé un comité de soutien qui collecte la solidarité financière

des travailleurs d'Orléans sur



Quelques exemples de l'effort financier des travailleurs: Malichaud 825 F. Rivière Casalis (les travailleurs sortent de deux semaines de lutte) 1 233 F, John Deer 1 197 F, Renault 1 455 F, Orlane 850 F, IBM Ste-Marie 1 129,75 F. Les membres du comité de soutien ont été indignés par l'accueil de certains délégués CGT qui ont réclamé des preuves de leur appartenance à la CEPEM et ont refusé de participé à la collecte sous prétexte de l'organiser eux-mê-

Une commission financière va se mettre en place pour étudier les cas les plus difficiles et décider de la répartition.

Un gala de solidarité a été organisé le samedi 28 février à la salle des Fêtes d'Orléans avec pour but de populariser encore plus la lutte et renforcer le soutien financier : intervention des travailleurs de la CEPEM, des travailleurs immigrés chantent et jouent de divers instruments, une troupe de St-Jean-de-Braye apporte son soutien en récitant des poèmes et en jouant des

SMG: **GREVE DES OUVRIERS A 100%**

Suite de la page une

La direction PCF s'oppose aux masses

La direction PCF au lieu de se soumettre à la volonté des travailleurs et à la démocratie, s'en est prise hargneusement à eux, en leur disant : «VOUS ALLEZ VOUS CASSER LA GUEU-LE l» sans rien proposer de concret pour le lendemain parce qu'elle avait prévu de relancer la grève seulement lundi en espérant bien que ça ne marche pas après que les travailleurs aient reprisle travail pendant 2 jours.

Contre cette trahison un ouvrier marxiste-léniniste propose un comité de grève. Emballée générale de 2 ou 3

Les travailleurs de la CE-PEM feront plier la direction. Malgré toutes ces déclarations celle-ci ne peut compter à l'heure actuelle sur aucune production. Les cuisinières montées par les non-grévistes ne sont pas commercialisables et doivent être reprises. La direction de la CEPEM pliera, les travailleurs tous unis, francais-immigrés, hommes-femmes, ouvriers-maîtrises, ne rentreront qu'après satisfaction des revendications.

Vive la lutte des travailleurs de la CEPEM!

L'organisation des communistes marxiste-léninistes de l'usine.

révisionnistes dont un se conduit ouvertement comme un social-fasciste. Dans l'AG les travailleurs appellent un ouvrier marxiste-léniniste, délégué exclu de la CGT, à monter sur la table pour reproposer le comité de grève.

A ce moment le socialfasciste bondit vers le camarade, en criant : «Gauchiste, gauchiste, gauchiste...» comme un forcené, «On en veut pas de comité de grève, des aventuristes comme vous qui veulent détruire la section syndicale» alors que ce sont les révisionnistes euxmêmes qui l'ont déjà sérieusement détruite.

Sans s'émouvoir le délégué marxiste-léniniste prend les travailleurs à témoin du mépris dans lequel ils sont tenus par cette poignée de traitres.

Comme rien de concret n'a pu être proposé à cause de ce sabotage, les travailleurs du soir écœurés reprenaient le travail, les révisionnistes s'enfuyaient à toutes jambes laissant le bâton merdeux aux ouvriers marxistes-léninistes qui restaient avec un groupe de travailleurs combatifs.

Ce groupe de travailleurs décidait que Cellier - le dirigeant révisionniste - devait se plier à la majorité et ils sont allés chez lui pour lui mettre les points sur les «i» et lui demander si la

section syndicale voulait soutenir les travailleurs en grève sinon c'est eux-memes qui s'en chargeraient, Cellier a été obligé de soutenir en paroles la grève.

La grêve reprend à 100 %

Avec la participation de ce groupe de travailleurs un débat animé a lieu entre révisionnistes et marxistesléninistes. Cellier se plaint que même ses silences sont interprétés par les marxistesléninistes.

Une partie de l'équipe du soir qui avait repris le boulot à 14 heures repart en grève à 18 heures. Le soir des ouvriers qui n'étaient pas partis en grève à 18 heures ont expliqué pourquoi : «Alors que la majorité voulait une grève reconductible tous les Jours, pourquoi Cellier ne s'est pas plié à la majorité. Demain si c'est une grève de 8 heures on la

Le lendemain matin (vendredi 27) personne ne rentre et tous les grévistes vont au réfectoire faire une AG. La direction PCF est contrainte pour le moment d'en passer par où veulent les ouvriers mais se discredite de plus en plus.

Les travailleurs décident dès lundi de prendre en main eux-mêmes la popularisation de la grève et le

Correspondant HR.

enquête

L'intérim (3)

Après leur assemblée générale, les travailleurs de la CEPEM

vont rendre visite à leur direction (Photo correspondant HR)

Travailleurs fixes et intérimaires, tous unis!

Tout d'abord il faut que ce soit bien clair, le problème des intérimaires concerne toute la classe ouvrière. Nous avons expliqué que c'est dans le but de profit et de rentabilité que le patronat utilise un important contingent de travailleurs temporaires, qu'il s'en sert pour diviser la classe ouvrière ; et

NON AU TRAVAIL TEMPORAIRE

Comme cette question concerne tous les travailleurs, il faut des actions qui les mobilisent tous, qui ne soient pas une simple protestation sans lendemain. Et une revendication qui soit unificatrice : «des contrats pour tous ! #.

Donc se pose le problème de l'organisation de ces «hors-statuts» qui n'ont aucun droit sur les lieux mêmes de leur exploitation. Or, ce qui importe, ce n'est pas le statut, la convention ou une quelconque astuce juridique que la bourgeoisie a trouvée pour diviser (auxiliaires, vacataires, intérim, ...) mais bien que sur un même lieu de travail, subissant la même exploitation de classe, tous les travailleurs se battent ensemble

Doivent-ils s'organiser prioritairement de façon autonome ? Un des aspects essentiels n'est-il pas, précisément, de rompre les divisions existantes ? Aussi prioritairement, les sections syndicales des entreprises utilisatrices doivent tout faire pour les organiser dans le syndicat de l'entreprise où ils travaillent, là où ils subissent l'exploitation, et non pas là où juridiquement ils sont payés. Il y a aussi, parallélement, à combattre certains responsables syndicaux qui, au nom de leur «stratégie» (la participation au pouvoir bourgeois) freinent cette

Il est nécessaire de mettre sur pied une coordination des luttes tendant à supprimer les divisions et assurer une large infor-

Il est également important que les travailleurs temporaires puissent avoir des moyens d'expression, de popularisation de leurs problèmes et de leurs luttes, vers les travailleurs des entreprises où ils tra-

Dans un deuxième temps, et à un niveau plus global, cela implique une coordination des travailleurs temporaires qui leur permette de confronter leurs expériences mutuelles. Le but étant L'INTÉGRATION DE TOUTES LES CATÉGORIES DE HORS-STATUTS DANS LES ENTREPRISES UTILISATRICES ET LA SUPPRESSION DES OFFICINES DE PRESTATION DE MAIN D'ŒUVRE.

LUTTES CHEZ LES HORS-STATUTS

Tout ceci n'exclut évidemment pas d'exploiter les possibilités dans les entreprises de «location de personnel» elles-mêmes ; c'est précisément ce qui s'est produit à la

quel est le rôle de l'intérim dans le chômage et les conditions de travail. Donc tolérer le travail intérimaire - comme le font les dirigeants PCF et CGT - c'est tolérer le chômage et accepter que la classe ouvrière fasse les frais de la crise.

Somafer, où la quasi-totalité des travailleurs sont des «hors-statuts».

En octobre 1975, alors qu'un mouvement venait de s'ébaucher, un travailleur de Somafer nous écrivait ceci :

«La Somafer (Uckange en Moselle) est une entreprise de l'location de personnel" qui compte actuellement 1 500 personnes (il y a quelques mois ils étaient 3 000 de l'aveu du patron). La majorité sont des ouvriers immigrés.

»Cette entreprise est employée "à tout faire": entretien, nettoyage, démolition, peinture, sablage, etc. ; les conditions de travail y sont inhumaines et les salaires les plus bas de la sidérurgie lorraine.

»Les chantiers sont dissemines dans toute la France, ce qui rend la mobilisation des travailleurs très difficile.

»Pourtant une grêve assez dure s'y est déroulée en 1973 ; et aujourd'hui un nouveau mouvement s'ébauche, suite à l'annonce (sans aucune précision) de 54 licenciements dans les bureaux.

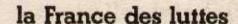
»Devant le mécontentement croissant des travailleurs, les délégués CFDT ont appelé à un meeting dans l'enceinte de l'entreprise (C'est là que nous avons appris qu'il existait une section CGT !). Cette première mobilisation pourtant timide a

été d'une part un avertissement pour le patron ; d'autre part, elle a permis une plus grande prise de conscience des travailleurs »,

Dans les entreprises utilisatrices du fait de l'influence encore dominante du révisionnisme dans la classe ouvrière, de l'accord Manpower CGT, de l'isolement des temporaires..., les actions communes ne sont pas encore «légion». Parmi les actions positives couronnées de succés, il est important de signaler que chez AVS (Richemont), les intérimaires ont fait gréve. Une action commune de tout le personnel de Solex a obtenu la titularisation des intérimaires dans leur poste de travail.

De plus, et c'est un fait récent, cette question de l'embauche définitive des travailleurs hors statut figure aujourd'hui dans la plate forme revendicatrice de travailleurs en lutte, tels à la CEPEM. La question est posée également à Renault-Le Mans, notamment, par l'organisation des marxistes léninistes, mais elle est aussi le sujet d'une polémique entre la CGT et la

Que cette question soit mise sur le tapis, qu'elle soit débattue largement, cela permettra d'avancer sur une question fondamentale : L'UNITÉ DE COMBAT DE LA CLASSE OUVRIERE.





RHONE-POULENC TEXTILE EN LUTTE -

Les gros patrons de Rhône-Poulenc, se servant concernant 18 000 salariés, ont observé une grève du climat de crise, accélèrent leur restructuration et accentuent l'exploitation des travailleurs. Dans le textile artificiel, c'est carrément les fermetures d'usines : après quelques licenciements, Arques, La Bataille, Lisieux..., ce sont les ouvriers de Vaulx-en-Velin, Albi... qui luttent pour sauver leur emploi.

Mardi dernier, la quasi totalité des 18 usines de la branche textile du groupe Rhône-Poulenc,

> lieu depuis et le directeur de l'usine, Harmel, patron de «choc», n'a pas hésité à lockouter 68 d'entre eux : «Tout le monde s'arrête si le patron n'accepte pas de leur faire reprendre le travail tout de suite». Le patron n'a pas accepté, c'est l'occu-

pation qui a été alors votée. Après des pressions énormes auprès de chaque ouvrier pour lui faire reprendre le travail, après l'envoi de 55 lettres d'avertissements avec menaces de licenciements, le matin du 27, le patron, à la tête d'un commando de 250 agents de maîtrise et cadres

de 24 heures pour protester contre le blocage des salaires et les mesures de licenciements.

Dans l'agglomération lyonnaise et notamment à Vaulx-en-Velin et à Vaise, la grève a été suivie à 100 %. A Colmar les 850 travailleurs de l'usine ont cessé le travail de jeudi soir à vendredi pour protester contre les diminutions de salaires et les menaces de licenciements qui pèsent sur eux. Les travail-

leurs de Norsyntex à Arras qui, depuis le 9 février, observaient des débrayages journaliers, occupent l'usine depuis mardi dernier.

La lutte est engagée au niveau de tout le trust et plus particulièrement dans sa branche textile, contre les licenciements et l'exploitation. Plus que jamais, la coordination des luttes et l'unité des travailleurs au niveau de tout le trust devient une nécessité pour vaincre.

non-grévistes, a force les devant les ouvriers accomportes de l'usine : les oupagné de quelques cadres vriers sont prets avec les musclés, leur faire un vérilances d'incendie et aspertable discours provocateur ; «il y en a qui sont dans la gent tous ces «jaunes» mais ne peuvent empêcher quellégalité, d'autres dans l'illégalité... tous ceux là devront ques uns de cisailler une porte grillagée. Le patron, se payer leurs journées de dans la matinée, a fait appel grève sur leurs jours de à une entreprise extérieure repos... Quant aux 55 dans pour découper et enlever l'illégalité, il n'y aura même une des deux portes principas un préalable à leur licenciement s'ils ne reprenpales pour que l'accès soit libre aux véhicules. Mais nent pas le travail.»

> Ce sont des huées générales et il est invité durement à vite repartir.

> Les ouvriers sont impatients : «On ne peut pas en

LUTTES ETUDIANTES

Grenoble, 2000 personnes

rester là, il faut boucler l'entrée, mettre des fils de fer barbelés, monter un mur de pierre à la place de la porte enlevée. Mais leur révolte et leur exaspération furent encore plus grandes lorsque, après une heure de délibération, l'intersyndicale revient, un délégué CGT prend la parole et dit : «Il n'est pas question de boucler les portes, il ne faut surtout pas d'affrontements physiques ni se monter les uns contre les autres».

Les ouvriers ont très vite compris de quel côté se trouvaient ces délégués CGT

«On se passera d'eux s'il le faut» dirent certains, «on continuera tous à occu-

Une fois de plus les révisionnistes notoires trahissent, mais une fois encore les travailleurs sauront prendre les décisions qu'il faut pour continuer la lutte et pour écarter, comme ils disent, les «brebis galleuses».

Samedi devait se tenir une assemblée générale de tous les grévistes, il ne fait aucun doute que les ouvriers ont voté pour le durcissement de la lutte

rection générale le 11 février. a soulevé la révolte : des débrayages journaliers avaient

LOGEMENT

L'équipe D était là de-

Depuis mardi dernier, ils

puis le matin et montait la

garde dans l'usine et prés

des portes bouclées à dou-

étaient présents, chaque

équipe, tout à tour pour se

relayer et occuper l'usine : il

y avait principalement les

ouvriers qui font les durs

horaires des 4 x 8. Ils étaient,

sur les 900 employés, plus

de 450 à avoir voté pour

l'occupation : le blocage des

salaires, annoncé par la di-

Nice rassemblement de locataires à la cité des Moulins

« ON REFUSE LES HAUSSES DE LOYERS »

200 locataires en colère se sont rassemblés récemà Nice à l'appel de leur amicale de défense. Le rassemblement avait pour objet de protester contre les bausses

gouvernement aux offices de HLM. En effet 2 hausses ment à la cité des Moulins successives de 7,5 % ont été autorisées, une par semestre. Les locataires ne veulent pas payer, certains d'ailleurs ne le pour raient pas. Un trade loyers permises par le vailleur âgé a pris la parole

et a expliqué avec une gran de révolte qu'au bout de 50 ans de travail le capita lisme lui octroyait généreusement une retraite de mille francs... Immédiatement de nombreux locataires présents ont manifesté la volonté de ne pas payer l'augmentation projetée. Une proposition a été adoptée à l'unanimité. Une pétition ayant valeur d'engagement à ne pas payer circulera afin que les locataires puissent se compter et refuser l'augmentation le plus massivement possible le jour où elle se produira.

non content de son coup de

force, Harmel revient à la

charge, au moment du chan-

gement d'équipes, il a le

culot de venir lui-même

Un appel a été lancé afin que les travailleurs frappés de saisies, de coupures de gaz et d'électricité ou menaces d'expulsion se fassent connaître

En effet il n'y a aucune honte à être dans le besoin quand il y a plus de 2 millions de travailleurs frappés par le chômage total ou partiel, et que la vie se fait de plus en plus difficile pour

Non, à la cité des Moulins, les travailleurs ne sont pas prêts à se laisser marcher sur les pieds. L'union et la solidarité se développent pour refuser de payer la crise capitaliste.

Un membre de l'amicale des locataires.

Depuis plus d'une semaine, les étudiants de Sciences economiques de Grenoble sont en grève, pour l'abrogation de la réforme du second cycle. Cette réforme constitue une nouvelle étape dans le plan de la bourgeoisie de restructuration de l'université. Son application aurait pour conséquences : l'accroissement de la sélection, une mainmise encore plus directe du pa-

Pour cela, les étudiants en exigent l'abrogation pure et simple. La lutte bien évidemment ne fait que commencer, pour qu'elle aboutisse il faut qu'elle se déroule à l'échelle natio-

D'ores et déjà à Grenoble même, «Sciences éco» n'est pas seule en grêve. En effet l'Institut d'études politiques a lui aussi engagé la lutte contre l'arrêté Soisson. Et d'autre part l'ensemble des instituts universitaires de technologie (IUT) sont en grève : ils exigent l'abrogation de la réforme du second cycle et la reconnaissance immédiate du diplôme universitaire de technologie (DUT) car, après leurs études, les étudiants qui sortent de l'IUT ont d'énormes difficultés pour être payés selon leur qualification réelle, et pire méme, très souvent, ils ne trouvent tout simplement pas de

dans la rue contre l'arrêté Soisson Le 26 février enfin, les assemblées générales des fa-

cultés en grève ont appelé à une manifestation qui a regroupé près de 2 000 personnes scandant unanimement les mots d'ordre :

«Abrogation de la réforme du second cycle !» «Reconnaissance immédiate du DUT»

Des étudiants marxistes-léninistes de Sciences éco.

Nice, incendie au bidonville de la digue des français

gue des Français où logent 1 500 travailleurs immigrés. Une quinzaine de baraques ont brûlé avant l'intervention des pompiers. Comme toujours en pareil cas, la police parle d'accident.

Un précédent incendie en été 1974 avait ravagé les baraques du quartier des Tunisiens. Dans la matinée le feu avait éclaté au moment où la plupart des ouvriers immig. es se trouvait au travail, A l'époque la SONACOTRA avait assuré la reconstruction des baraques. De son côté, la police en profitait pour accroître son contrôle sur le bidonville

La destruction du bidonville prévue depuis 2 mois a été repoussée à cause du retard pris dans la construc-

Dans la soirée du 25 fé- tion de l'un des 3 foyers vrier, un incendie s'est dé- prévus pour le relogement. clare au bidonville de la Di- La SONACOTRA qui tient à ce que ce projet réussisse a régularisé un certain nombre de travailleurs immigrés sans papiers en vue de ce relogement. Mais tous ne l'ont pas été.

> Les marxistes-léninistes convaincus que le relogement correspond à la volonté des travailleurs du bidonville se tiendront à leurs côtés pour veiller à ce qu'aucune expulsion n'ait lieu. Ils appuieront jusqu'au bout les revendications des travail-

Oui au relogement, non aux expulsions;

Régularisation de tous les travailleurs immigrés sans papiers ;

et liberté démocratique dans les foyers.

Correspondant HR.

A la faculté d'Aix en Provence Les révisionnistes chassés de leur propre meeting

Récemment l'UNEF dirigée par le PCF et les syn- mobilisés se regroupérent dicats de la FEN, également alors dans un autre amphisous direction révisionniste, ont tenu à la faculté d'Aix-en-Provence un meeting pour... «la défense de l'Education nationale» au service du capitalisme. De nombreux étudiants désireux de lutter contre la réforme Soisson ainsi que nombre de sections syndicales ont été empêchés de s'exprimer, les responsables du faux Parti communiste français qui avaient organisé le meeting jugealent sans doute que le point de vue des masses était indésirable... Celles-ci cependant surent imposer leur avis. Et conspués par la moitié de l'assistance, les révisionnistes se trouvaient obligés de déguerpir sous les cris de adiviseurs. diviseurs:

Les étudiants réellement théâtre pour prendre des décisions sur la lutte à mener. Dans les discussions, deux courants se sont faits jour : l'un, celui des trotskystes, voulant faire l'unité coute que coûte avec les dirigeants de l'UNEF et de la fausse Union des étudiants communistes ; et l'autre, dénonçant les manœuvres de division et impulsant l'unité de tous les étudiants dans l'action...

La bagarre est serrée, mais c'est à ce prix que le point de vue juste pourra triompher, et entraîner la masse des étudiants dans la lutte contre la réforme du second cycle qui démarre à Aix-en-Provence.

Correspondant HR.

8MARS: PREPARONS LA JOURNEE INTERNATIONALE DES FEMMES

ARTICLES OU TEXTES SUR LA FEMME ET SON ÉMANCIPATION

Pour faciliter la préparation d'initiatives en direction des femmes, dans le cadre de la journée internationale du 8 mars, nous publions ci-dessous les coordonnées des articles récents parus dans la presse albanaise et chinoise sur le thème de l'émancipation des femmes. Certains sont des articles de

fond, d'autres des témoignages et des illustrations, le titre de l'article permettant généralement de distinguer ces deux types d'articles.

Toutes ces revues - tout au moins celles qui sont encore disponibles - sont en vente à E-100 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.

DANS LA PRESSE ALBANAISE

1) Les revues albanaises

a) Albanie Aujourd'hui

- No 2 1973 : «Les femmes et leur émancipation complé te dans notre société» ; «A l'occasion du 8 mars» ; «Dans la société albanaise, la femme occupe la place qu'elle méri-
- No 5 · 1974 : 4 gravures sur les femmes albanaises : cycle graphique du peintre Safo Marko : «La femme albanaise dans sa lutte pour la liberté et la défense de la patrie».
- No 2 1975 : «Le 8 mars en Albanie». No 3 - 1975 : «Une femme libre ne peut vivre que dans

une société libre» Vito Kapo.

Marseille

Meeting de soutien

Nous apprenons avec re-

tard que le 21 février, 400

personnes, dont un grand

nombre de travailleurs im-

migrés ont répondu à l'ap-

pel du FRAP pour fêter le

40è anniversaire de la Répu-

blique d'Espagne et soutenir

Deux films (l'un sur le

Sahara, l'autre sur l'Espagne)

un chanteur du FRAP, un

message du Front POLISA-

RIO et une intervention du

FRAP animait le program-

me de cette soirée anti-im-

Après la lecture de plu-

sieurs déclarations, dont cel-

le des étudiants turcs, des

étudiants malgaches, du PC-

MLF, les organisations qui

soutenaient le meeting ont

pris la parole. Intervenant

après le PCRML, les cama-

rades du «Travailleur tuni-

sien» ont souligné le rôle ac-

tuel du tiers monde et les tâ-

ches des marxistes-léninistes

dans leur pays. Puis le repré-

sentant de l'Amicale des Al-

gériens en Europe est inter-

venu avec chaleur pour stig-

le Front POLISARIO.

- b) Albanie Nouvelle No 2 - 1973 : «L'Etat et la santé publique».
- No 1 1975 : «Le travail et l'école» (des ouvrières) ;
- «Logement approprié à chaque famille».
- No 2 1975 : «L'Ecole et la famille».
- No 3 1975 : «L'Emancipation de la femme telle que nous la concevons»
 - c) Puna (publié par le Conseil central des Unions professionnelles d'Albanie).
- No 1 1975 : «La femme, grande force active de notre société» : «La lutte de la femme pour son émancipation, composante de la lutte que mêne tout le peuple pour le

2) Les livres albanais (certains sont épuisés)

- Poeme pour la femme albanaise (1972) Recueil de photographies (E.100)
- Les droits et le rôle des femmes dans la République populaire d'Albanie (1967) - (droits dans la vie politique, économique et sociale, familiale, position juridique de la mère célibataire).
- Sur certains aspects du problème de la femme albanaise

aux peuples d'Espagne et du Sahara

matiser l'annexion du Saha-

ra et soutenir le Front PO-

LISARIO. Enfin, interve-

nant au nom de «l'Humani-

té-Rouge» un camarade s'est

livré à un véritable réquisi-

toire contre l'impérialisme

force les manœuvres aux-

quelles se livrent les deux

superpuissances, notamment

A NOS

CORRESPONDANTS

cevons des informations

qui datent de 4 jours,

d'une semaine, et même

quelquefois de plus long-

temps. Il faut que nos

correspondants ne per-

dent pas de vue que

«L'Humanité rouge» est

quotidien, et que de ce

fait, quelles que soient

par ailleurs sa valeur et sa

justesse, un article qui

n'est pas suffisamment

d'actualité, perd la ma-

jeure partie de son inté-

Le Comité de rédaction.

rêt pour les lecteurs.

Trop souvent nous re-

en Méditerranée.

Le 6e Congrès de l'Union des femmes d'Albanie (1968). Le 7è Congrès de l'Union des femmes d'Albanie (1973(.

(1967) - Discours d'Enver Hoxha - Rapport du Bureau

politique au Comité central.

- L'image de la femme dans la littérature albanaise (1965).
- Problèmes de l'émancipation complète de la femme en République populaire d'Albanie (1974).
- Dans les Œuvres choisies d'Enver Hoxha tome 1 -«Discours prononcé au 1er Congrès de l'Union des femmes antifascistes albanaises (4 novembre 1944)»
- Dans le discours d'Enver Hoxha (1969-70) «Que les droits et les libertés de la femme et de la jeunesse soient compris à fond et défendus par tous».
- Discours d'Enver Hoxha de 1967-68 : «De certain aspects du problème de la femme albanaise».
- Dans «Nos amis nous demandent» : «Comment se présente la participation de la femme à la production sociale»

3) Publications de l'Association des Amitiés

franco-albanaises

- Colloque national sur «L'Emancipation complète de la femme en Albanie (1975).
- Annick Miské : «L'Emancipation des femmes en Alba

4) Dans «Les Documents du Mouvement communiste international» (articles de l'Agence télégraphique albanaise).

- No 2 · 1973 : «La Femme dans les pays capitalistes et
- No 5 1973 : «L'Asservissement de la femme dans les pays capitalistes».
- No 4 1975 : «Discrimination des femmes dans les pays capitalistes».

DANS LA PRESSE CHINOISE

1) Pékin-Information

- «La libération des femmes en Chine». «Liu Yu-lan parle de l'émancipation des fem-No 10
- No 32 «Taking : une équipe féminine».

1973:

- No 10 «Les Femmes travailleuses : une grande force révolutionnaire» ; «A l'occasion du 8 mars» ; « Visite aux usines textiles de Pékin : sur l'émancipation des femmes»
- No 11 -«La Journée internationale des femmes travailleuses» ; «Polders aménagés par des femmes».
- «Un Groupe d'étude formé d'étudiantes».
- No 14 - «Formation des femmes cadres - Tatchai» - «Le Rôle peu ordinaire de femmes peu ordinai No 16 res : une équipe féminine de forage, de pêche» ; «Leng Mei fait des études supérieures» ; «Le
- sauvetage d'un train» «Une jeune fille Hotcheh s'enrôle dans l'armée». français et a condamné avec
 - «Congrès de femmes à Tientsin».
 - «Congrès de femmes à Pékin et Changhai» No 39 «Assumer de lourdes tâches pour la révolution».

1974: No 10 - «L'Emancipation des femmes est une compo-

- sante de la révolution prolétarienne» ; «La doctrine de Confucius et de Mencius : cette corde qui maintient la femme en esclavage»
- No 11 «Pékin fête la Journée internationale des tra-
- No 12 «La participation des femmes au travail produc
- No 13 «La défense des intérêts des femmes».
- No 14 «Femmes cadres du Tibet».

1975:

- No 10 «Les luttes anticonfucéennes des femmes travailleuses dans l'histoire de Chine».
- travailleuses». «Réunions préparatoires des congrès des syn-No 13 -
- dicats, de la Ligue de la jeunesse et des femmes».
 — «Une jeune cordonnière».
- No 19
- «Bouleversement dans le statut des femmes chinoises».
- No 37 - «Des grand-mères à l'esprit révolutionnaire».
- «Techniciennes en travaux ferroviaires»

(suite demain)

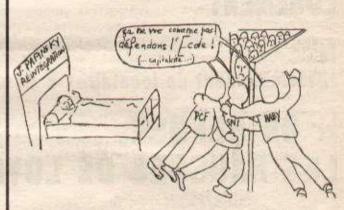
Haby doit céder

JACQUES PAPINSKI DOIT ETRE REINTEGRE!

Radié de l'Éducation nationale, avec la complicité des dirigeans de la FEN, J. Papinsky est accusé de s'être élevé contre l'inspection. Quel crime aux yeux du ministère comme à ceux des directions syndicales | S'élever contre la hiérarchie, contre l'inspection, c'est à coup sûr être indigne d'enseigner. Un enseignant doit être docile et soumis. Des militants syndicaux, membres du parti autrefois communiste, ont voté main dans la main son exclusion de l'Éducation nationale, avec les représentants de l'administration. La municipalité PCF d'Homécourt a même essayé de lui enlever son logement de fonction. Le refus des organisations syndicates SNI-FEN de soutenir J. Papinsky est caractéristique de leur volonté de défendre l'école capitaliste.

Mais d'ores et déjà le soutien à J. Papinsky se développe malgré les trahisons des «responsables syndicaux». Les travailleurs et professeurs du lycée Mallarmé (Paris 17è), du lycée Honoré de Balzac 17è se sont mis en grève pour exiger la réintégration de J. Papinsky. Ils ont effectué des délégations dans les lycées, envoyé des télégrammes aux organisations syndicales, au ministère,

La volonté de Haby de ne pas céder aux légitimes revendications de J. Papinsky s'inscrit dans le cadre de la politique actuelle du pouvoir vis-à-vis de l'école, politique de tour de vis, de mise au pas des enseignants «mal pensants». Nous sommes tous concernés, Haby doit céder | DÉVELOPPONS LE SOUTIEN A J. PAPINSKY! correspondant HR.



- Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme :
- Parce que le désire participer à l'édification d'un authentique Parti marxiste-léniniste unique ;
- Je demande à adhérer à l'organisation des Communistes marxistes léninistes de France.
- Dans ce but, «l'Humanité rouge» peut prendre contact avec moi à l'adresse suivante* :

Signature.....

Indiquer ici ton adresse ou une autre adresse par laquelle on pourra entrer en contact avec toi.

QUAND VOUS AVEZ LU LE

QUOTIDIEN

NE LE JETEZ PAS!

DONNEZ-LE

OU AFFICHEZ-LE!

TARIFS D'ABONNEMENTS Pli ouvert 3 mais 95 F 6 mois 190 F Soutien. 300 F 1 mois 60 F 3 mois 180 F 6 mois 360 F Soutien. 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROU-GE No 3022672 Source.

- «Célébration de la Journée internationale des



culturel

Enseignement

Une enseignante marxiste léniniste nous écrit à propos de la propagande bourgeoise à l'école Un pionnier modèle

Ouels héros la bourgeoisie impérialiste française propose-t-elle à l'admiration des enfants du peuple, dans les manuels de français, ainsi dans «A livres ouverts», classe de 5è ?

L'OR

Voici le héros (de Blaise Cendrars) présenté dans ce livre : Johann August Suter, citoyen suisse, s'expatrie en 1834 aux Etats-Unis... prend part à la légendaire «marche vers l'Ouest», va recruter des Canaques aux iles Hawaï et revient avec eux en Californie, alors possession mexi-

Admirons au passage la «neutralité» si chère à la bourgeoisie avec laquelle ces choses-là sont dites : les Canaques, d'où viennent-ils ? «Ils ont été embarqués de force par Suter qui s'amuse à déjouer la surveillance de la traite». C'est le «livre du maître», à l'usage exclusif des professeurs, qui nous l'apprend. Mais le livre de l'élève est muet là-dessus. Que l'élève glisse vite làdessus aussi...

Suter est donc un escla-

Mais ce qui est important pour les commentateurs du manuel, c'est que Suter et les choses qui sont animés, est «un homme d'action». Pour les élèves Suter devra être le courageux, celui qui n'a pas froid aux yeux, le vrai pionnier!

L'ESCLAVAGISTE-HOMME D'ACTION

Première rencontre avec le gouverneur mexicain. Citons : «Suter lui annonce qu'il a l'intention de s'établir dans le pays. Ses Canaques défrichent la terre. Sa petite troupe armée établira un cordon de surveillance pour empêcher les incursions des tribus complètement sauvages du Nord».

La vrai héros-bandit de western, Suter gagne, bien sûr ; main-d'œuvre abondante et gratuite, Indiens qu'on n'hésite pas à massacrer, «l'assurance» que donne l'origine de classe bour-

Défrichement par le feu, net brutal.

«Et l'on travaille», «Les bœufs vont et viennent... les semences volent... Tout est solide, grand, vaste, conçu pour l'avenir... Les bâtiments s'alignent, granges, magasins, réserves».

Admirons ici les ruses de style : ce sont les animaux qui travaillent. Pas les Canaques. En revanche, «Suter s'occupe de tout, dirige tout, surveille l'exécution des travaux jusque dans les moindres détails, il est sur tous les chantiers à la fois...» Lui, il travaille. Les Canaques ne sont nulle part, sauf dans ce passage : «Suter n'hésite pas à donner un coup de main personnellement quand un homme fait défaut dans telle ou telle équipe» (Comme il est indispensable!). Ce sont pourtant les Canaques qui ont tout fait, et à quelle cadence! Mais jamais la bourgeoisie impérialiste ne reconnaît l'énorme travail fourni dans le monde entier par les esclaves, indigênes colonisés ou travailleurs immigrés. Seuls se sont donnés la peine les colonialistes*.

SA FORCE AU SERVICE DE L'IMPÉRIALISME

Par la suite, Suter «ayant des soucis» avec les Indiens dont il fait défricher de plus en plus loin les territoires de chasse, Cendrars décrit les réactions des Indiens de facon à les faire condamner : «cadavre de bûcheron scalpé, planteur odieusement mutilé, milicien tombé la face en avant». Le résultat, en effet, est que l'on met la barbarie du côté des Indiens et que l'on blanchit le colon. C'est ce que notre bourgeoisie a toujours fait, et avec elle maintenant celle du PCF, en parlant du «terrorisme» des Palestiniens ou des antifascistes espagnols. Or ces réactions des Indiens, même si elles sont barbares, sont des actes justes de révolte contre l'injustice de Suter, contre les appétits sans frein de ce colon.

D'autant plus que, immédiatement après, Suter se félicite d'avoir eu «ses» Canaques pour s'opposer aux Indiens et réussir ses affaires : ici, comme dans toutes les entreprises impérialistes, au premier rang de la boucherie sont envoyés les hommes asservis ou trompés du tiers

Suter s'enrichit donc sans cesse, étant «sans scrupule, mais homme d'action», comme le souligne le «livre du maître», proposant ainsi aux élèves le culte de l'homme d'action fasciste, au service de la classe des impérialistes. Modèle abondamment illustré dans toutes les productions bourgeoises destinées aux enfants, mais aussi dans celles du PCF, ainsi qu'on a pu le voir, dans l'article No 416 d'HR, «Pif le chien» qui se fait le chantre de la force brutale.

La propagande impérialiste des commentateurs du livre est d'autant plus appuyée que dans le manuel les questions de réflexion sur le texte invitent les élèves à s'enthousiasmer pour un tel personnage : «Montrez que Suter a les qualités d'énergie et de rapidité qui font de lui un pionnier modèle». Une autre question, sous des apparences neutres fait de même : «Connaissezvous d'autres exemples de pays incultes mis en valeur par l'énergie des hommes ?» Après un tel «modèle», de quels hommes peut-il bien s'agir ? Des Suters bien sûr, pas des Arabes, pas des noirs, pas des Canaques... La question est posée pour que l'on cite des exemples typiques de développement impérialiste, le plus «miraculeux» étant celui d'Israël, développé à coup de pillages, de massacres et de dollars américains.

Nous, enseignants marxistes-léninistes, au service du peuple, nous devons critiquer l'idéologie impérialiste et fascisante contenue dans les livres scolaires en montrant que les hommes ont toujours déployé de grandes qualités d'énergie, -mais que cette énergie a été le plus souvent confisquée pour le profit de quelquesuns (colons français par exemple), mais que là où les pays se sont libérés de l'impérialisme et du capitalisme, comme en Albanie ou en Chine, l'énergie des hommes est décuplée et mise au service du peuple.

Montrons aussi que le tiers monde n'est justement pas un monde absent mais actuellement la force principale dans le monde contre l'impérialisme et l'hégémonisme, ainsi qu'en témoignent les luttes des peuples algérien, vietnamien, angolais, etc., capables alors de développer les qualités les plus héroïques. Faisons donc connaître aux élèves les nouvelles, les poésies, les romans (etc.) albanais, vietnamiens, algériens, palestiniens, etc., illustrant les mille qualités déployées par les peuples en lutte pour leur indépendance ou pour l'édification d'un régime où le peuple a le pouvoir. Là, les hommes ne craignent ni les épreuves ni la mort mais se mettent au service de la libération et du bonheur du peuple.

> Une enseignante marxiste-léniniste.

Ecoutons les paysans algériens, en 1939, sous la

colonisation française «Les anciens du viltage te diront qu'ils sont venus s'installer un à un. Mais avant, les fellahs ont eu des terres à orge, à figuiers, à mais, à légumes et à oliviers. Et elles leur furent enlevées. A partir de ce temps-là, il fut reconnu que le fellah est paresseux, qu'il abandonne la terre à l'agave, au jujubier et au palmier nain, Incapable d'en faire quelque chose de propre et de productif! Eh! Il s'agit des bienfaits de la civilisation, mon petit pére! Ah! Comme on a sû les dépouiller pour leur bien et pour la civilisation. Un monstre insaisissable, vorace, emportait à l'instant où ils s'y attendaient le moins de grands lambeaux dans sa gueule d'ombre, de cette terre qu'ils avaient arrosée de leurs sueurs et de leur sang ... (Mohamed Dib. dans «L'Incendie»)

Télévision

Au ciné- Club

LESHOMMES CONTRE

Le film aLes Hommes contre» est l'adaptation d'un roman sur la «Grande guerre», c'est-àdire la grande boucherie impérialiste de 1914 à 1918. Vu du côté italien, ce film reflète la mênte horreur d'une guerre sans but manigancée par les gouvernements impérialistes. Le cinéaste Francesco Rossi a réalisé là un film très fort et sans pitié pour ces États-Majors abrutis qui mettent leurs conceptions féodales et fascistes - avant la lettre - au service de cette politique impérialiste qui se sert du peuple comme chair à canon pour réaliser ses objectifs. Digne des écrits et des prises de positions de Barbusse ou d'Henry Poulaitle, le film montre des officiers, l'un socialiste, l'autre bourgeois libéral, qui luttent d'une façon de plus en plus aigué (en dirigeant la révolte des soldats). Le film est un réquisitoire impitoyable et vu du côté du peuple contre la Guerre de 14-18. Mais s'arrête-t-il là ? Bien que l'auteur fasse dire à deux soldats «Je veux bien mourir si ça sert à quelque chose», le film peut être en même temps un dangereux instrument au service de tous ceux qui condamnent «la guerre» en général, guerre impérialiste comme guerre de libération nationale, etc.

L'objectif politique du film de Rossi est suffisamment imprécis («Les Hammes contre» quoi précisément ?) pour servir d'arme à tous ceux qui prêchent la détente, le pacifisme, la suppression (ou le raccourcissement) du service militaire, à une époque qui sent des odeurs de poudre et qui entend des bruits de bottes et le cliquetis des armes de ceux qui préparent un nouvel affrontement mondial pour se disputer le monde, les USA et l'URSS.



QUI SONT LES PALESTINIENS ?

Sortie à Paris à partir du mercredi 3 mars 1976

au cinéma LE MARAIS

20, rue du Temple

Projection permanente de 14 à 24 heures

Durée du film: 1 h 25

DÉBATS APRES PROJECTION

(Paris-4è - Métro Temple ou Hôtel-de-Ville)

Jeudi dernier, FR 3 repassur un citoyen au-dessus de tout soupçons, d'Élio Pétri. Lors de sa sortie en 1969, le film avait remporté un immense succès. Deux fois primé au Festival hourgeois de

Cannes, il était présenté comme

urévolutionnaire».

Le chef de la police criminelle, mégalomane et détraqué sexuel assassine sa maîtresse et accumule volontairement les preuves de sa propre culpabilité.

Mais il est uau-dessus de tout face à la police n'a rien à voir soupçonn et s'il finit par se dénancer, ses callègues, ministre en tête, choisissent d'étouffer l'affaire et de nier le crime. Le film décrit la police comme un corps dont tous les membres sont solidaires dans leur valanté de détendre leurs intérêts. Les discours du chef de

la police sur l'ordre, l'assimilation des crimes politiques aux crimes de droit commun, la peur de l'aditation ouvrière et étudiante, les tortures, les tables d'écoute et les tichiers, dressent un tableau assez fidèle des méthodes et des buts de la police.

ENQUETE SUR UN CITOYEN

AU DESSUS DE TOUT SOUPCON

Mais l'aspect «révolutionnaire» du film s'arrête là, ce qui est peu.

Les victimes politiques de la répression dans le film sont de jeunes anarchistes. Leur attitude avec celle de vrais communistes. La répression dont ils sont l'objet est d'abord due à « la tolien du chet de la police. L'ensemble du film a en effet pour base l'histoire individuelle d'un maniaque (le chef de la police), danc quelque chose d'exceptionnel.

On efface du même coup le fait qu'en système capitaliste la police est par nature un appareil au service de la répression bourgeoise et non pas un conglomérat d'individus plus ou mains pourris.

Le film se termine en queue de poisson en laissant entendre qu'au fond, il suffirait de unettoyern un peu, de changer quelques dirigeants pour que l'ensemble de l'appareil soit transformé. Solution typiquement réformiste ou révisionniste, en aucun cas compatible avec un programme authentiquement révolutionnaire.

L'appareil policier ne sera pas réformé, il sera détruit lors de la prise du pouvoir par le prolétariat.

En définitive an peut s'expliquer pourquoi le film a été primé par la «critique» : il cache les vrais problèmes.

l'Humanité Rouge

Chine

Prendre indéfectiblement la lutte de classe comme axe

Comme au temps de la Grande Révolution culturelle prolétarienne la classe ouvrière et le peuple chinois sont actuellement tout entiers mobilisés dans une vaste campagne d'études de la dictature du prolétariat et d'approfondissement de la lutte révolutionnaire.

De quoi s'agit-il au fond ? Eh bien ! toujours de la même chose, de savoir qui, en Chine, l'emportera des forces révolutionnaires ou réactionnaires, du socialisme ou du capitalisme.

L'exemple dramatique de l'URSS le prouve éloquemment : un pays où a triomphé la Révolution prolétarienne peut redevenir capitaliste. La révolu-

«Stabilité et unité ne veulent pas dire suppression de la lutte de classes, c'est l'axe qui entraîne tout le reste.» Nous devons pénêtrer cette récente directive du président Mao. Et en outre, réétudier les différentes autres thèses qu'il a avancées depuis plusieurs années sur cette question. Nous avons à critiquer la «théorie de l'extinction de la lutte de classes». Nous avons à lutter contre la tendance erronée qui consiste en la négligence de la lutte de classes. Parce que tout cela revêt une grande importance pour concrétiser en parfaite conscience de cause la ligne fondamentale du Parti, pour fermement axer notre travail sur la lutte de classes et en tous domaines le mener à bien.

Critiquant la ligne révisionniste de Liou Chao-chi, le président Mao indiquait en 1965 : «Durant toute la période de transition existent les contradictions de classes, la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, la lutte entre les deux voies, socialiste et capitaliste. Nous nous engagerions dans une fausse voie si nous oubliions cette théorie et cette pratique fondamentales qui sont celles de notre parti depuis plus de dix ans. » L'histoire des vingt et quelques années de notre révolution socialiste se confond avec celle de la lutte de classes qui, sous la direction du président Mao, n'a jamais cessé de nous opposer à la bourgeoisie, et qui a vu la société chinoise progresser sous cette impulsion. C'est pourquoi la lutte entre les deux classes et entre les deux voies résume la théorie et la pratique fondamentales de notre parti. A condition que nous nous conformions à la théorie de la poursuite de la révolution sous la dictature du prolétariat, théorie énoncée par le président Mao, que nous établissions constamment le bilan de la pratique acquise dans la lutte de classes, et que nous tenions fermement en main l'axe de la lutte de classes, notre cause socialiste ira de victoires en vic-

POUR DISTINGUER LE VRAI MARXISME DU FAUX

En dernière analyse, prendre ou ne pas prendre la lutte de classes comme axe dans l'œuvre socialiste constitue un déterminant clé pour reconnaître, ou ne pas reconnaître, qu'existent les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes dans les condiions socialistes; pour reconnaître, ou ne pas reconnaître, qu'il est indispensable de maintenir la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie durant toute cette période, Or, dans l'arène internationale ou à l'intérieur du pays, une lutte acharnée entre marxisme et révisionnisme s'est constamment déroulée autour de cette question, qui est en outre un important critére pour distinguer le vrai marxisme du faux - il suffit de revoir la lutte que nous avons menée contre les chefs de file des lignes révisionnistes, en particulier contre Liou Chao-chi et Lin Piao pour en distinguer plus clairement les con-

"L'experience historique mérite attention". Le chemin que nous avons parcouru depuis plus de vingt ans nous l'a bien montré : la question fondamentale pour pratiquer le marxisme, c'est de prendre indéfectiblement la lutte de classes comme axe, mener activement la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, poursuivre la révolution socialiste dans les domaines politique, économique idéologique et culturel et

consolider et renforcer la dictature du prolétariat. Sinon, l'on pratique le révisionnisme. Liou Chao-chi et Lin Piao - chefs de file des lignes révisionnistes au sein du Parti tentaient de répandre la «théorie de l'extinction de la lutte de classes» et d'effacer la différence entre socialisme et capitalisme, entre dictature du prolétariat et dictature de la bourgeoisie. Mais en réalité, ils ne voulaient absolument pas «éteindre» la lutte de classes. Ce qu'ils espéraient, c'était endormir idéologiquement le prolétariat et le peuple révolutionnaire, c'était contrer la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie. Leurs manigances criminelles consistaient à envisager le renversement de la dictature du prolétariat et le retour au capitalisme. C'est pourquoi nous ne devons en aucun cas oublier une telle expérience. Ni en aucune circonstance relacher notre vigilance. Ni oublier qu'existent les classes et la lutte de classes. Ni oublier la dictature du prolétariat

L'ESSENCE DE LA LUTTE ACTUELLE

Nous nous trouvons dans une excellente situation. Mais la lutte entre les deux classes, entre les deux voies et entre les deux lignes existe encore. Le courant idéologique erroné récemment apparu dans la société en est le reflet concentré. Il est la négation de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, des nouvelles réalités socialistes et de la révolution du prolétariat dans l'enseignement.

Nos brillantes victoires depuis la Grande Révolution culturelle prolétarienne constituent à l'évidence autant d'échecs cuisants pour la bourgeoisie et toutes les autres classes exploiteuses. Or celles-ci, qui ne peuvent s'y résigner, cherchent toutes les occasions pour revenir à la charge, afin de briser les acquis de la Grande Révolution culturelle prolétarienne. Des qu'elles font souffler un vent de déviation de droite contre des conclusions désormais bien établies, et qu'elles avancent des inepties révisionnistes - tels que les arguments saugrenus récemment affichés sur le front de l'enseignement -, le prolétariat et le peuple révolutionnaire ont raison de riposter. Et ceci est bien conforme à la loi de développement. «Toute erreur est à critiquer, touteherbe vénéneuse est à combattre.» (Mao Tsé-toung : De la juste solution des contradictions au sein du peuple) ...

Dans notre société socialiste, tout phénomène social revêt un contenu de classe donné, toute pensée porte l'empreinte d'une classe donnée. Les diverses contradictions que nous rencontrons dans notre travail sont, sans exception aucune, dépendantes de cette contradiction principale qu'est la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, lutte qui détermine ou conditionne l'existence et l'évolution des autres contradictions. Aucune tache ne peut exister isolément et indépendamment de la lutte de classes : quelle qu'elle soit, nous devons chaque fois actionner cet axe qu'est la lutte de classe afin qu'il entraîne le reste et le mette en mouvement.

Dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la littérature, de l'art, des sciences et de la santé publique, la principale contradiction demeure l'opposition entre le prolétariat et la bourgeoisie Les

tion ne s'approfondit et ne se consolide que dans un combat permanent. Pour cela le président Mao a donné au peuple chinois un enseignement infiniment précieux : Il faut en toutechose, «ne jamais oublier la lutte de classe». C'est cet enseignement que développe l'article d'un théoricien chinois Tché teng dont nous reproduisons ci-dessous de larges extraits qui éclairent le sens de cette nouvelle étape de la lutte engagée pour que la Chine reste rouge.

Nous le publions d'autant plus volontiers que de tels enseignements ont une portée universelle et nous concernent donc directement.

diverses sortes de travaux en ces domaines doivent toutes tenter de résoudre la question de l'orientation politique. Autrement dit, la question du service ou non de la politique prolétarienne, et de l'exercice ou non en ces domaines d'une dictature sur la bourgeoisie. L'actuel débat sur le front de l'enseignement concerne le système pédagogique, le principe d'enseignement et la méthode d'éducation. Mais la question qu'il recouvre fondamentalement est qu'il faut mener la révolution dans l'enseignement, faire de nos écoles un instrument de la dictature du prolétariat, les constituer en position où soient formés des travailleurs cultivés ayant une conscience socialiste. En fin de compte, il s'agit de savoir qui, du prolétariat ou de la bourgeoisie, y exerce la dictature. Telle est la substance du débat actuel : pourvu qu'on l'ait saisie, on peut alors balayer tous les arguments fallacieux.

SUIVRE LA LIGNE FONDAMENTALE ET ÉTUDIER LA THÉORIE

Prendre la lutte de classes comme axe requiert que soit fermement poursuivie la ligne fondamentale du Parti.

théorie de la dictature du prolétariat. Nous devons, sur la lancée de l'étude de l'an passé, nous efforcer d'y progresser. Car nous ne pouvons appliquer la ligne fondamentale du Parti en conscience de cause ni judicieusement régler les rapports entre '«axe» et le reste, ni adopter une attitude adéquate envers la Grande Révolution culturelle prolétarienne, envers les masses et envers nous-mêmes, et nous ne pouvons soutenir les nouvelles choses socialistes conditions favorables à la restriction du droit bourgeois -, qu'à la condition d'avoir une parfaite et juste compréhension de la théorie de la dictature du prolétariat, de l'existence des classes, des contradictions de classes, de la lutte de classes durant la période du socialisme - ainsi que de la nature, de l'objectif, de la tâche et du devenir de la révolution socialiste, et de l'exercice nécessaire de la dictature sur la bourgeoisie. Nous voulons parvenir à la stabilité et à l'unité. Mais cela ne signifie pas renoncer à la lutte de classes. Car stabilité et unité en sont les conséquences. Conséquences d'un combat convenablement mené en ce sens, sous la direction de la ligne révolutionnaire du président Mao, après qu'ait été définie une juste solution aux deux types de con-



Dans les villes, comme dans les campagnes chinoises, nouvel essor de la lutte de classes (Photo agence Chine nouvelle).

Dans notre travail concret nous possédons des principes et des mesures politiques particulières, principes et mesures subordonnés à une ligne directrice – c'està-dire à la ligne fondamentale du Parti, à la lutte que mêne le prolétariat contre la bourgeoisie, et à la dictature du prolétariat. A s'en écarter, non seulement on ne saurait correctement appliquer les divers principes et mesures politiques concrets, mais l'on irait jusqu'à commettre des bévues. Aussi devons-nous nous efforcer de ne jamais nous éloigner, dans nos pensées comme dans nos actes, de la direction définie par la ligne fondamentale du Parti.

Prendre la lutte de classes comme axe requiert encore étudier attentivement la

tradictions de nature différente. Nous de ons multiplier les efforts pour accélérer le développement de l'économie nationale. Mais cela non plus ne signifie renoncer à la lutte de classes. Car il est hors de question que notre économie avance sur une voie juste si elle n'est pas axée par la lutte de classes.

Sous la direction de la ligne révolutionnaire prolétarienne du président Mao, tant que nous tiendrons indéfectiblement l'axe qu'est la lutte de classes, tant que nous étudierons avec conscience la théorie de la dictature du prolétariat et que nous poursuivrons la révolution sous cette dictature, notre cause socialiste pourra remporter de nouvelles victoires plus grandes encore